

# AUTOMNE COMBATIF



La journée interprofessionnelle de grève et de manifestations du mardi 4 octobre a fortement touché Bercy (40% de grévistes sur l'ensemble du ministère et 50 % à la DGI).

Au-delà du rejet de la politique libérale du gouvernement Villepin, les 31 000 agents des Impôts en grève ont une nouvelle fois exprimé leur profond mécontentement ; ce qu'ils vivent dans leur travail devient insupportable.

La mobilisation du 4 octobre s'ajoute à celles du 20 janvier et du 10 mars. Le directeur général et les ministres doivent enfin en tenir compte, ils doivent négocier.

## 4 OCTOBRE RÉUSSI

Mal rémunérés par rapport à vos compétences et à vos responsabilités, maltraités par une procédure de notation arbitraire, fliqués par des systèmes informatiques redoutables, heurtés par une fiscalité injuste, baladés lors des restructurations ou transferts de services, vous ne recevez jamais la moindre considération et le plan qualif qu'on vous a proposé le 5 octobre constitue une véritable provocation. Ça ne peut plus durer !

D'ailleurs, il se murmure dans les services : *« si pour se faire entendre à Bercy, il faut monter à Paris, on est prêt, on arrive ! »*.

*Débattez et décidez en  
AG des suites de l'action.*

**UN AUTOMNE COMBATIF  
S'IMPOSE.**

11/10//2005



### 32 directions à plus de 60% (chiffres DG)

Haute Loire	→	77,99%
Haute Corse	→	77,85 %
CSI Amiens	→	77,39 %
Gers	→	74,38 %
Tarn	→	74,21 %
Dordogne	→	73,26 %
CSI Lyon	→	73,15 %
Ariège	→	72,19 %
Creuse	→	70,07 %
Finistère	→	68,43 %
Pyrénées Atl.	→	68,08 %
Charente	→	66,86 %
Aude	→	66,56 %
CSI Nantes	→	66,46 %
Htes Pyrénées	→	66,24 %
Ardèche	→	65,80 %
Cotes d'Armor	→	65,70 %
Vendée	→	65,44 %
CSI Nevers	→	64,71 %
Isère	→	64,68 %
Lot	→	64 %
Landes	→	63,77 %
Aube	→	63,57 %
Pyr. Orientales.	→	63,57 %
Corse du Sud	→	63,50 %
Deux Sèvres	→	63,07 %
BdR Marseille	→	62,74 %
Drôme	→	61,89 %
Vienne	→	61,36 %
Aveyron	→	60,97 %
CSI Lille	→	60,95 %
Lot et Garonne	→	60,52 %

Au verso 

- 1377 suppressions d'emplois
  - La réunion « qualifs »
  - 200 000 m2 à vendre
  - Journées Portes Ouvertes
- Et les Assises Nationales  
des Domaines

## 1377 emplois supprimés, c'est pas acceptable !

Le 29 septembre, lors du CTPM «budgétaire», 3471 suppressions d'emplois ont été annoncées par les ministres, dont 1377 pour la seule DGI (transferts inclus). C'est inacceptable, c'est socialement irresponsable !

Sur les 1150 destructions «sèches», 775 emplois de catégorie C sont visés, 275 pour les B et 100 pour les A, le tout avant les transformations d'emplois... et sans tenir compte des 1500 agents des Domaines donnés partants pour la CP en fin d'année.

### Jusqu'où iront-ils ?

Quels niveaux de dégradation des conditions de travail et des technicités faudra-t-il atteindre pour que cette politique s'inverse ?

Pourquoi ne pas renforcer des missions qui en ont bien besoin ?

L'accueil, la lutte contre la fraude, ça mériterait autre chose que des écrans plats pour décorer les halls d'accueil et des «certifications» bidon.

**Tout le mois d'octobre, jusqu'au CTPC «emplois» de novembre, et au-delà s'il le faut, il faut imposer nos exigences : pas de suppressions pour 2006 !**

## 200 000 m2 à vendre, rien que ça !

La nouvelle est tombée cet été, en découvrant une note DGI du 19 juillet, les agents ont appris qu'ils occupaient trop de surface de bureaux. «La surface utile s'établit à 18 m2 alors que l'objectif de 15 m2 constitue le niveau maximum en deçà duquel il convient de se situer».

Pourtant, en IFU, en secteur ou ailleurs, on a plus l'impression d'être parqués que de travailler dans le confort !

Mais il est tout aussi vrai que les halls d'aéroport qu'on voit fleurir à chaque rénovation de l'accueil, ça en occupe des mètres carrés pour simplement faire croire au public qu'il est au cœur des préoccupations de l'administration !

### La DG veut optimiser l'espace ? Alors, occupons-le !

Cet automne, les directeurs vont réunir les CTPD/S afin d'entériner les derniers rapprochements CDI-Recettes et d'activer les prochaines réformes.

Il faut saisir ces occasions pour les interpeller collectivement et fermement sur la dégradation des conditions de travail déjà provoquées par les restructurations précédentes.

**Il faut que les erreurs soient réparées (suppression des plateaux par exemple), que les gaspillages cessent (travaux sur travaux c'est pas du boulot).**

### Un cadre de travail décent, cela aussi nous est dû !

Si l'administration peut dépenser sans limites pour créer, avec plus ou moins d'artifices, des accueils communs dans une centaine de nouveaux hôtels des Finances, le SNUI la somme d'améliorer avec la même détermination les conditions de travail des agents, tous services confondus.

# AVEC LE SNUI, DÉFENDEZ VOTRE DIGNITÉ, OBTENEZ VOTRE DÛ !

## Journées portes ouvertes : «venez vite avant fermeture !»

Tel est le message, accompagné d'une analyse critique du projet de loi de finances 2006, que le SNUI entend délivrer à toute personne qui viendra visiter un CDI entre le 17 et le 20 octobre prochain.

Avec la généralisation des pôles de compétence au chef lieu d'un côté et l'incitation à télédéclarer à coups de billets de 20 € de l'autre, la DG a un but : désintoxiquer le contribuable du guichet !

Et si elle organise ses «JPO», c'est plus pour promouvoir le «bichonnage de l'entreprise» que l'égalité de traitement de l'ensemble des contribuables !

Dans plusieurs directions, les agents des résidences «témoins» refusent de se prêter à cette mascarade.

Le SNUI soutient les appels à la grève et souhaite leur multiplication.

## Foutage de gueule sur les «qualifs»

Le 5 octobre dernier, la Centrale a dévoilé ses projets de promotions inter et intra catégorielles pour 2006. Moins 983 promotions par rapport à 2005 et absence de plan pluriannuel de requalification des emplois, voilà «l'ambition sociale» de Bercy !

Après la sombre affaire de la médaille, la DGI persiste dans le mépris.

La seule utilisation des gains résultant des départs en retraite non remplacés

depuis 3 ans aurait permis de mettre en œuvre sur plusieurs années un plan de qualification de grande ampleur.

Cela ne serait que justice par rapport à tous les efforts déployés par les agents, surtout lorsqu'ils sont touchés par une réforme et qu'ils doivent, malgré tout, «continuer de faire tourner la boutique».

**Au lieu de ça, Bercy préfère réaliser des économies importantes pour n'en reverser qu'une partie sous forme de primes à quelques uns (et une petite autre pour fondre les «médailles de la honte»).**

**Ils appellent ça l'exemplarité, le SNUI affirme que c'est une escroquerie.**

## Assises nationales des Domaines

Elles se sont déroulées le 11 octobre à Paris et ont réuni une centaine d'agents. Précédées la veille d'une réunion des adhérents du SNUI concernés (au siège du syndicat), les assises ont dégagé une plate forme commune et ont permis de décider d'un programme d'actions unitaires (consultez snui.fr). En effet, pour les agents visés par le transfert à la DGCP, les premières réponses de l'administration n'entraînent que des reculs : perte du choix individuel ARTT, perte des IFDD, aucune certitude sur les futurs outils (Oeil,...).

**Il est encore temps d'empêcher le rabougrissement des Domaines... et plus globalement la casse de la DGI !**

